# Actualité International

# Comment Valls veut séduire Barcelone

ESPAGNE L'ancien
Premier ministre
entame sa campagne
pour la mairie de la ville
en se plaçant au-dessus
des partis. Récit

#### Correspondante

Barcelone (Espagne)

« Nous sommes une très petite équipe pour l'instant, s'excuse l'un des conseillers de Manuel Valls. C'est un peu la folie cette semaine, mais c'est bon signe! » Mardi, plusieurs dizaines d'invités et de journalistes n'ont pu accéder à la petite salle du musée de culture contemporaine prévue pour l'officialisation de la candidature de l'ex-Premier ministre à la mairie de Barcelone. « C'est bizarre d'avoir prévu si petit, et cela fait de la peine pour tous ceux qui sont restés dehors », admet Nuria Amat, 68 ans, l'énergique écrivaine aux livres traduits dans une dizaine de langues, devenue la conseillère et la guide de l'ancien socialiste dans la capitale catalane. Depuis le printemps dernier, Nuria Amat a organisé de nombreux dîners pour présenter le Français aux cercles intellectuels, culturels et économiques les plus influents de la ville. Cette auteure engagée depuis plus de vingt ans contre le séparatisme a rencontré Manuel Valls au cours de l'été 2017, au plus fort d'une crise politique qui allait durablement marquer les élites barcelonaises. Elle en a fait son candidat.

« Il relève le niveau du débat local, il plaît car c'est quelqu'un de très bien préparé intellectuellement, et comme me confiait un célèbre artiste, il incarne notre dernier espoir contre le nationalisme catalan », assure-t-elle. Discrètement, chefs d'entreprise, cinéastes, éditeurs et universitaires en quête d'un leader capable de défendre à la fois l'unionisme et la culture catalane assurent soutenir l'ex-chef du gouvernement. Mais peu osent encore s'afficher avec celui qui a été propulsé dans la politique catalane par le lobby de droite Societat Civil Catalana et le parti de centre droit Ciudadanos.

#### Un « candidat de prestige »

Manuel Valls l'a bien compris. Mercredi, lors de sa première conférence de presse, il a présenté sa candidature sous la forme d'une plateforme transversale baptisée « Barcelone, capitale européenne ». Une liste soutenue par Ciudadanos mais qui n'en portera pas l'étiquette. « Il a tout intérêt à se présenter comme une candidature de prestige, au-dessus des partis, une sorte de Barcelone en marche avec des personnalités de divers horizons », indique Gabriel Colomé, professeur de sciences politiques à l'université autonome de Barcelone. Mais cette semaine, aucun nom n'a encore été annoncé, et aucun autre parti politique n'a rejoint la plateforme. Les consultations continuent discrètement et c'est Manuel Valls qui aura le dernier mot, assure-t-on.

« Nous venons à peine d'annoncer la candidature, nous avons encore le temps », assurait jeudi le discret directeur de campagne Guillermo Basso. Cet expert en communication fait partie du cabinet de conseil de Xavier Roig, lui aussi impliqué



dans la campagne de Valls et connu pour avoir été le bras droit du maire socialiste Pasqual Maragall, figure illustre de la Barcelone olympique et élu quatre fois de suite. « Il ne fait pas de doute qu'il a beaucoup de soutiens, même si personne ne veut l'afficher avant d'être sûr qu'il s'agit bien du cheval gagnant », croit savoir un adversaire politique.

#### Neuf mois pour convaincre

Il pourrait cependant pâtir de l'image de parachuté qu'exploitent déjà ses rivaux. Mais Manuel Valls l'a répété toute la semaine: sa vie est désormais en Catalogne. Petite blague et effet visuel à l'appui. « *Je n'habite pas à Paris en France, mais rue de Paris à Barcelone »*, a-t-il annoncé en riant, un trousseau de clés à la main. L'ancien Premier ministre a loué un appartement dans cette longue artère de l'Eixample, confortable quartier de style haussmannien où se mêlent bourgeoisie et classe moyenne.

Jeudi, Manuel Valls a couru les studios de radio pour détailler les grandes lignes de son projet, et vendredi il était interviewé par un célèbre journaliste de la télévision espagnole, juste après avoir donné un cours sur les processus migraManuel Valls
à Barcelone
le 26 septembre.
FRÉDÉRIC DUGIT/MAXPPE

### SES « ADIEUX » À LA FRANCE

« TOURNÉE D'ADIEU? Curieux comme formule. » C'est la réponse hier de Manuel Valls lorsque nous évoquions son programme des prochains jours. Celui-ci ressemble pourtant à un dernier tour de piste politique en France avant le grand saut catalan. Il sera ce soir au JT de France 2 avant d'enchaîner la semaine prochaine avec les matinales de RMC/BFMTV, de France Inter et d'Europe 1. Un verre de l'amitié demain soir à la mairie d'Évry, son fief, est aussi évoqué. Mardi, l'ancien Premier ministre sera aux côtés des députés LREM à l'Assemblée avant d'intervenir lors de la séance des questions au gouvernement. Hier, l'ex-socialiste était cependant encore à l'heure espagnole puisqu'il a assisté à la confrontation entre le FC Barcelone et l'Athletic Bilbao. A.M.

toires à la prestigieuse école de commerce Esade, où il enseigne désormais. « Nous sommes conscients que le plus difficile commence maintenant, confiait vendredi soir Fernando Carrera, analyste politique au sein de la petite équipe. Nous avons neuf mois pour convaincre les Barcelonais. » Et il faudra rassembler très large pour espérer rafler Barcelone à la gauche radicale de la maire Ada Colau d'un côté ou aux indépendantistes de l'autre, tous en ordre de bataille pour barrer la route au Français.

AURÉLIE CHAMEROIS

## Laurent Gbagbo rêve de recouvrer la liberté

PROCÈS Les avocats de l'ancien président de la Côte d'Ivoire détenu à La Haye vont demander demain à la CPI un non-lieu en fayeur de leur client

Après sept années de détention à Scheveningen et plus de deux ans de procès devant la Cour pénale internationale, Laurent Gbagbo pourrait-il bientôt recouvrer la liberté? Alors que les audiences reprennent demain à La Haye, ses proches y croient dur comme fer. « Le plus plausible est qu'il bénéficie d'un non-lieu », explique l'universitaire français Albert Bourgi, ami de longue date de l'ex-président ivoirien. « Demain, c'est le début de la fin de ce procès. Il sera libre au plus tard à la mi-décembre », ajoute Bernard Houdin, son ancien conseiller.

À plusieurs reprises ces dernières années, ses soutiens ont réclamé sa relaxe. En vain. Cette fois, ils affirment avoir davantage de raisons d'espérer. Ce ler octobre constitue effectivement une date importante dans le procès de l'ancien dirigeant africain, accusé de quatre chefs de crimes contre l'humanité. Il est tenu pour responsable de la crise qui a suivi les élections de 2010 et au cours de laquelle 3.000 personnes ont trouvé la mort. À la demande de ses avocats, les juges vont se pencher sur les éléments présentés par le procureur qui, depuis deux ans, a appelé 82 témoins à la barre et versé au dossier produit des mil-liers de pages de documents et des centaines d'heures de vidéo. « Sauf que nous avons fait la démonstration que ces éléments ne permettaient pas d'étayer ses allégations », affirme Emmanuel Altit, l'avocat de Laurent Gbagbo. Le gouvernement ivoirien ne voit dans la démarche de la défense qu'une « tactique d'audience » et qualifie d'« extravagante » la demande de non-lieu.

vagante » la demande de non-lieu. Au terme de ces cinq jours de débat, les juges pourraient conclure à un « no case to answer », autrement dit à un désaveu du procureur qui déboucherait sur un non-lieu et un arrêt du procès. Pour autant, Laurent Gbagbo serait encore loin de la sortie. Déjà parce que « la décision des juges pourrait prendre des semaines voire des mois », comme l'explique le porte-parole de la CPI, Fadi El Abdallah. « Ils pourraient aussi abandonner certaines charges mais en conserver d'autres », poursuit ce dernier.

## «Toute la Côte d'Ivoire l'attend »

Albert Bourgi, universitaire et ami

Mais pour Emmanuel Altit, le seul fait que le cas de l'accusation soit examiné est une première victoire: « Nous avons fragilisé la position du procureur et pris le dessus dans ce procès. » Dans le camp Gbagbo souffle un même vent d'op-

timisme. Demain, l'audience sera ainsi retransmise sur un écran géant dans un quartier d'Abidian qui est un fief de l'ancien président et de Charles Blé Goudé, l'autre accusé ivoirien du dossier. Pour leurs soutiens, le climat qui entoure le procès serait aujourd'hui favorable. Est notamment mise en avant la fébrilité actuelle de la CPI, juridiction dont l'existence est remise en question par plusieurs pays africains ainsi que par Donald Trump, qui cette semaine a estimé qu'elle n'avait « aucune légitimité et aucune autorité ». « Les juges savent que les regards sont braqués sur eux en ce moment et cela va jouer », explique un proche de Gbagbo, L'acquittement en juin par cette même CPI du Congolais Jean-Pierre Bemba est aussi considéré comme un signe encourageant. Enfin, le contexte en Côte d'Ivoire a changé. Début août, Alassane Ouattara, le président ivoirien, a amnistié 800 prisonniers, dont l'épouse de son prédécesseur, Simone Gbagbo, qui était incarcérée

depuis sept ans. « Cette décrispation au pays peut avoir une influence sur la décision des juges », estime l'activiste pro-Gbagbo Abel Naki. Ce que dément formellement Fadi El Abdallah: « La CPI n'est pas une institution politique mais judiciaire. Seul le droit prime. »

Reste à savoir, dans l'hypothèse d'une libération, quelles seront les intentions de Laurent Gbagbo. Souhaite-t-il, à 73 ans, revenir dans le jeu politique ivoirien? Certains le voient plutôt s'installer à Bruxelles, où vit sa deuxième épouse, Nady Bamba. « Il pourrait devenir un sage de la vie politique », commente Abel Naki. Mais pour Albert Bourgi, qui l'a visité ce mois-ci, le retour au pays serait une évidence: « Toute la Côte d'Ivoire l'attend », assuret-il. Même sentiment du côté de Bernard Houdin: « Bien sûr qu'il va revenir. Pas par désir de revanche, mais simplement parce qu'il a la politique dans le sang. »

ANTOINE MALO